

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 18 Octobre 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 août 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

URSA France SAS

Zac de Carling - Espace Europort
BP 70209
57500 ST AVOLD

Références : ST-AVOLD_URSA_2023-10-03_RAPVI_NDSE_25362
Code AIOT : 0006201748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 août 2023 dans l'établissement URSA France SAS implanté Zac de Carling - espace Europort BP 70209 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 16 juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 24 août 2023 s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances pour faire le point sur les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} juillet 2022 relatif à la mise en conformité de la hauteur de cheminée XPS, ainsi que dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSA France SAS
- Zac de Carling - espace Europort BP 70209 - 57500 Saint-Avold
- code AIOT : 0006201748
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société URSA France, sur son site de Saint-Avold, exploite des installations de fabrication de polystyrène extrudé et de laine de verre.

Lors de la visite du 24 août 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la ligne de production de laine de verre sera mise à l'arrêt de fin septembre 2023 à début mars 2024 pour cause des coûts élevés de l'énergie et de la baisse du marché. L'exploitant a prévu de profiter de cet arrêt pour remplacer son four de fusion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques ;
- vérification des installations électriques ;
- vérification des moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien de l'opacimètre au niveau de la cheminée de polymérisation	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68 (partiel)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Vitesse minimale d'éjection et débit nominal des cheminées XPS	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.2 modifié (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Hauteur de la cheminée XPS	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 52 (partiel)	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques - cheminée XPS	Arrêté préfectoral du 24/07/2015, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
5	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques - cheminée de polymérisation	Arrêté préfectoral du 24/07/2015, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
6	Rejets totaux de l'établissement	Arrêté préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.3 (partiel)	/	Sans objet
7	Rapport de contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral du 24/07/2015, article 3.5.3 (partiel)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté préfectoral du 24/07/2015, article 7.2.3 (partiel)	/	Sans objet
9	Vérification périodique des matériels de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 24/07/2015, articles 7.5.2 + 7.5.3 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 24 août 2023 a permis de constater la mise en conformité de la hauteur de cheminée de la ligne XPS. La mise en demeure du 1er juillet 2022 peut être levée.

Des non-conformités ont été relevées sur l'entretien de l'opacimètre de la cheminée principale et le dépassement de la valeur limite d'émission en concentration et en flux en ammoniac (NH₃) des rejets atmosphériques de la cheminée de polymérisation. L'inspection des installations classées ne propose pas de suite à ce stade au vu des modifications portées à la connaissance du préfet en mars 2023 et que l'exploitant va mettre en place pendant l'arrêt de la ligne de production de laine de verre de fin septembre 2023 à mars 2024 pour se mettre en conformité.

La solution technique retenue pour la mesure en continu des poussières et le bon de commande du nouvel appareil de mesure en continu sont à transmettre sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit déposer un porter à connaissance auprès du préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur de la cheminée XPS

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 02/02/1998, article 52 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, dispositions particulières aux rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 2 décembre 2021 • type de suites qui avaient été actées : avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30 juin 2023
Prescription contrôlée: "La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée par l'arrêté d'autorisation conformément aux articles 53 à 56 ci-après ou déterminée au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site."
Constats : Lors de la visite du 2 décembre 2021, l'inspection des installations classées avait constaté que la hauteur de la cheminée de l'atelier de fabrication de polystyrène extrudé (XPS) était de 7,5 mètres, hauteur inférieure à la hauteur réglementaire minimale de 10 mètres. C'est pourquoi le préfet a mis en demeure l'exploitant, par arrêté préfectoral (DCAT-BEPE-n°2022-128) du 1er juillet 2022, de mettre en conformité la hauteur minimale de la cheminée. Lors de la visite du 24 août 2023, l'exploitant a indiqué avoir remplacé la cheminée XPS courant juin 2023. Les plans présentés par l'exploitant montrent que la nouvelle cheminée mesure 22 mètres de hauteur avec un diamètre intérieur de 1,2 mètre. L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite l'installation de la nouvelle cheminée.
Observations : Il est proposé au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Entretien de l'opacimètre au niveau de la cheminée de polymérisation

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 12/03/2003, article 68 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15 novembre 2022 • type de suites qui avaient été actées : avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13 mars 2023
Prescription contrôlée: "(...) Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures en continu dans le respect des prescriptions de l'article 71. Les lignes d'échantillonnage entre les points de prélèvement et les points de mesure sont correctement entretenus et nettoyés pour assurer la qualité de la mesure.(...)"
Constats : Lors de la visite du 15 novembre 2022, les constats réalisés ont mis en évidence un entretien insuffisant de l'opacimètre situé en sortie de la cheminée de polymérisation de la ligne de fabrication de laine de verre. L'exploitant a mandaté un prestataire spécialisé dans les opacimètres pour tenter de trouver une solution technique aux dépassements récurrents constatés sur les mesures de poussières par

<p>l'opacimètre de la cheminée.</p> <p>Le bureau d'études a identifié la présence de nombreuses gouttelettes dans la cheminée principale. La formation de ces gouttelettes seraient dues au fait que la température des fumées et le pourcentage d'humidité font que le point de rosée dans l'air est facilement atteint lorsque la température extérieure est plus froide ou l'humidité ambiante extérieure plus élevée. Les gouttelettes vont se déposer sur la lentille de mesure et, par phénomène de diffraction, des concentrations importantes sont enregistrées sur l'opacimètre.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite du 24 août 2023, qu'il prévoit de mettre en place un nouvel opacimètre ou autre système de mesures, lors des 5 mois d'arrêt de la ligne de production "laine de verre" de septembre 2023 à mars 2024. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, la solution retenue ainsi que le bon de commande de l'appareil.</p>
<p>Observations :</p> <p>La solution technique retenue pour la mesure en continu des poussières et le bon de commande du nouvel appareil de mesure sont à transmettre sous 2 mois à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : susceptible de suite</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>

N° 3 : Vitesse minimale d'éjection et débit nominal de la cheminée XPS

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 24/07/2015 modifié, article 3.2.2 (partiel)																				
Thème(s) : risques chroniques, rejets atmosphériques																				
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet																				
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>"(...)</p> <p>Les cheminées présentent les caractéristiques suivantes :</p> <table> <tr> <th colspan="2">Conduits</th><th>Installations raccordées</th><th>Hauteur en m</th><th>Diamètre en m</th><th>Vitesse minimale d'éjection en m/s</th><th>Débit nominal en Nm³/h</th></tr> <tr> <td>1</td><td>Cheminée XPS*</td><td>ligne de fabrication XPS</td><td>*</td><td>*</td><td>8</td><td>55000</td></tr> </table> <p>(...)* les caractéristiques de la cheminée XPS seront apportées suite à sa mise en conformité. (...)"</p>							Conduits		Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Débit nominal en Nm ³ /h	1	Cheminée XPS*	ligne de fabrication XPS	*	*	8	55000
Conduits		Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Débit nominal en Nm ³ /h														
1	Cheminée XPS*	ligne de fabrication XPS	*	*	8	55000														
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'organisme agréé est intervenu du 31 juillet au 2 août 2023 pour la réalisation des mesures de débit nominal et de vitesse sur la nouvelle cheminée XPS. Le rapport faisant suite à cette intervention permettra à l'inspection de vérifier le respect de la prescription sus-visée.</p>																				
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle dès réception.</p>																				
<p>Type de suites proposées : susceptible de suite</p>																				
<p>Proposition de suites : sans objet</p>																				

N° 4 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques - cheminée XPS

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 24/07/2015 modifié, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)															
Thème(s) : risques chroniques, rejets atmosphériques															
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet															
<p>Prescription contrôlée: Article 3.2.3 (partiel) : "Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Point de rejet n°1 en sortie de la cheminée XPS : Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <table> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration instantanée en mg/Nm³</th><th>Flux horaire maximum en kg/h</th><th>Flux annuel maximal en t/an*</th></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>10</td><td>0,055</td><td>0,470</td></tr> <tr> <td>COV totaux exprimés en C total</td><td>100</td><td>5,5</td><td>46,8</td></tr> </table> <p>*pour un fonctionnement maximal annuel de 8520 heures (...)"</p> <p>Article 3.3.2 (partiel) : "Point de rejet n°1 en sortie de la cheminée XPS : Les émissions canalisées de COV totaux et poussières font l'objet d'une mesure semestrielle par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant transmet, annuellement avant fin février de chaque année à l'inspection des installations classées, un bilan matière de l'ensemble des COV utilisés sur le site (entrées-sorties). (...)"</p>				Paramètres	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*	Poussières	10	0,055	0,470	COV totaux exprimés en C total	100	5,5	46,8
Paramètres	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*												
Poussières	10	0,055	0,470												
COV totaux exprimés en C total	100	5,5	46,8												
<p>Constats : sans observation. Les analyses du 4ème trimestre 2022 et du 1^{er} semestre 2023 réalisées par un organisme agréé ne montrent aucun dépassement en concentration et en flux sur les paramètres poussières et COVT. Pour l'année 2022, aucun dépassement du flux maximal annuel en poussières et COVT n'est constaté. L'exploitant a présenté le bilan matière COV de l'année 2022 selon la méthodologie utilisée dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion de solvant. Les émissions totales en COV calculées pour l'année 2022 sont de 285 627 kg dont 219 409 kg d'émissions diffuses estimées. Il est rappelé à l'exploitant de transmettre ce bilan à l'inspection des installations classées dans les délais indiqués dans son arrêté préfectoral.</p>															
Type de suites proposées : sans suite															
Proposition de suites : sans objet															

N° 5 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques - cheminée de polymérisation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)			
Thème(s) : risques chroniques, rejets atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet			
<p>Prescription contrôlée: Article 3.2.3 (partiel) :</p>			

"(...)

Point de rejet n°2 en sortie de la cheminée de polymérisation :

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration limite en mg/Nm ³	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*
Poussières	17,7	6,7	57
SO _x exprimé en SO ₂	50	1,6	13,6
HCl	10	3,8	32,4
NH ₃	33,1	10	85,2
HF	2,5	0,9	7,6
Σ Hg + Cd + Tl	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	<0,01 pour la somme	0,08
Σ As + Ni + Co + Se	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
Σ Sb + Cr Total + Cu + Sn + Mn + V	5 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,5 pour la somme	4,2
Σ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
Σ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
Pb	1	<0,1	0,85
Phénol + Formaldéhyde	10 avec Formaldéhyde <2	3,8	32,4
Amines	3	1,15	9,75
NO _x exprimé en NO ₂	5	1,9	16,2
COV totaux exprimés en C total	26,9	10,3	87,7
COV R40 halogénés (dont phénol)	20	4,4	37,5
COV R45, 46, 49, 60 et 61 (dont formaldéhyde)	2	0,76	6,4
CO	100	19	161,9
H ₂ S	5	1,1	9,4

*pour un fonctionnement annuel de 8520 heures (...)"

Article 3.3.2 (partiel) :

"(...)

Point de rejet n°2 en sortie de la cheminée de polymérisation :

Paramètres	Fréquence	Remarque
Débit	continu	
Température	continu	
Humidité	continu	
Poussières	continu	Évaluation
SO _x exprimé en SO ₂	semestrielle	
HCl	semestrielle	
NH ₃	semestrielle	
HF	semestrielle	
COV à l'exclusion du CH ₄ exprimés en C total	semestrielle	
H ₂ S	semestrielle	
Amines	semestrielle	
NO _x exprimé en NO ₂	semestrielle	
CO	annuelle	
Σ Hg + Cd + Tl	annuelle	
Σ As + Ni + Co + Se	annuelle	
Σ Sb + Cr Total + Cu + Sn + Mn + V	annuelle	
Σ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI	annuelle	
Σ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	annuelle	
Pb	annuelle	
Phénol + Formaldéhyde	annuelle	
COV R40 halogénés (dont phénol)	annuelle	
COV R45, 46, 49, 60 et 61 (dont formaldéhyde)	annuelle	

(...)

Une analyse de l'ensemble des paramètres est réalisée semestriellement par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Pour ces analyses, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépasse le double de la valeur limite.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées semestriellement, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées."

Constats :

L'inspection des installations classées a contrôlé le rapport d'analyses du 4^e trimestre 2022. Aucun dépassement en concentration et en flux horaire n'est relevé.

Pour l'année 2022, aucun dépassement du flux maximal annuel n'est constaté.

Sur le rapport d'analyses semestrielles du 31 mai 2023, l'inspection des installations classées constate un dépassement de la valeur limite d'émission en concentration et en flux en ammoniac (NH₃) :

- concentration à 49,3 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission à 33,1 mg/Nm³ ;

- flux à 10,43 kg/h pour une valeur limite d'émission à 10 kg/h.

L'exploitant n'a pas su justifier ce dépassement, l'ammoniac faisant partie du process de fabrication.

Les résultats des mesures réalisées ne dépassant pas le double de la valeur limite, ces dépassements ne sont pas des non-conformités.

L'exploitant a indiqué vouloir raccorder pendant la phase d'arrêt de l'usine de septembre 2023 à mars 2024, les rejets collectés à l'entrée du four de polymérisation à la tour de lavage des fumées existante, qui traite déjà les rejets de la sortie du four de polymérisation. Le lavage des fumées en entrée de four a pour but de piéger l'ammoniac là où la libération des vapeurs est la plus importante.

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet par courrier du 28 mars 2023 cette demande de

modification. La demande est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.
Observations : L'inspection des installations classées propose de ne pas donner de suite à ce stade dans l'attente de l'instruction de la demande de modification.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : Rejets totaux de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 24/07/2015 modifié, article 3.2.3 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet
Prescription contrôlée: "(...) <u>Rejets totaux de l'établissement :</u> Dans l'attente des résultats de l'étude prescrite à l'article 6, les flux des émissions totales (canalisées et diffuses) de l'établissement ne devront pas dépasser 342 000 kg par an de COV."
Constats : sans observation. Les émissions totales en COV calculées par l'exploitant pour l'année 2022 sont de 285 627 kg.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Rapport de contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 24/07/2015, article 3.5.3 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée: "(...) Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois à compter de la réalisation des mesures."
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une synthèse des résultats obtenus lors des contrôles réalisés par l'organisme agréé. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant son obligation de transmission des rapports de contrôle réalisés par un organisme agréé dans leur intégralité. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle et s'est engagé à les transmettre à l'avenir.
Observations : sans suite à ce stade, au vu de l'engagement de l'exploitant
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/07/2015, article 7.2.3 (partiel)
Thème(s) : risques accidentels, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée: "(...) <u>2) Vérification périodique</u> Les installations électriques sont périodiquement vérifiées par un organisme compétent. Dans le

cas où des non-conformités sont révélées par ces vérifications, l'exploitant conserve une trace des mesures correctives prises.
Les résultats des vérifications périodiques et les preuves de la levée des éventuelles non-conformités sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)"
Constats : sans observation. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées : - le rapport de la vérification périodique des installations électriques effectuée par le bureau de contrôle agréé, du 28 novembre 2022 au 6 janvier 2023, au titre de l'année 2022 ; - le certificat Q18 du 6 janvier 2023 ; - le fichier informatique sur lequel sont consignées les anomalies détectées dans le rapport avec les actions de mise en conformité déjà réalisées et la planification des travaux restant à effectuer. Les conclusions du certificat Q18 indiquent qu'aucune non-conformité n'a été identifiée lors de la vérification.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : Vérification périodique des matériels de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/07/2015, articles 7.5.2 + 7.5.3 (partiel)
Thème(s) : risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet
<p>Prescription contrôlée: <u>Article 7.5.2 - Entretien des moyens d'intervention :</u> "Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées."</p> <p><u>Article 7.5.3 (partiel) - Moyens de lutte contre le risque d'incendie :</u> "L'exploitant dispose a minima : - d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel permettant aux services d'incendie et de secours de disposer d'un minimum de 420 m³/h pendant deux heures ; - de dix prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Ce réseau fixe d'eau incendie permet de délivrer au réseau d'adduction alimentant les poteaux incendie, au moins 180 m³/h à une pression comprise entre 1 et 4 bars, pendant deux heures ; - le cas échéant, d'une réserve tampon réglementaire, permettant de disposer d'un volume d'eau de 840 m³ pendant deux heures, si celui-ci ne peut pas être obtenu par les poteaux incendie ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques (...); - des robinets d'incendie armés ; (...) L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource extérieur en eau incendie. (...)"</p>
<p>Constats : Lors de la visite de la ligne "laine de verre", l'inspection des installations classées a constaté que les extincteurs et les robinets incendie armé (RIA) contrôlés étaient repérés et accessibles.</p>

L'exploitant ne tient pas le registre demandé par les prescriptions de l'arrêté préfectoral susmentionné.

L'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification de juin 2023 des RIA effectué par un bureau de contrôle. Le contrôle relève trois non-conformités prises en compte par l'exploitant ;
 - le rapport de vérification de juin 2023 des extincteurs réalisé par un bureau de contrôle. L'exploitant dispose d'extincteurs de réserves et effectue de suite le remplacement des extincteurs défectueux ;
 - le rapport de vérification des poteaux incendie à l'intérieur du site, réalisée le 30 mars 2022 par un bureau de contrôle ainsi que les contrôles de 2020 et 2021. Les débits relevés sur les dix poteaux sont inférieurs à 180 m³/h (de 132 à 160 m³/h).
- L'inspection a constaté que la réserve tampon réglementaire a une capacité maximale de 715 m³.

Concernant les deux non-conformités relevées ci-dessus, l'exploitant a indiqué :

- disposer de trois bornes incendie supplémentaires situées côte à côte, lui permettant de mobiliser la réserve statique de la SEE d'une capacité de 30 000 m³ avec un débit disponible de 200 m³/h ;
- que les poteaux incendie sont reliés au réseau public mais qu'ils peuvent être basculés sur le réseau sur-pressé de la réserve tampon dite "bâche butyle" de 715 m³ pour obtenir les 180m³/h. Si nécessaire, cette réserve tampon peut être alimentée en continu par de l'eau brute. La bâche butyle ne peut pas être entièrement utilisée pour une extinction incendie car cette situation mettrait en péril le four. De ce fait, si le niveau d'eau atteint 30% de la capacité de la bâche butyle, le réseau sur-pressé doit être obligatoirement arrêté.

Observations :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de porter à connaissance du préfet, les modifications sollicitées à l'article 7.5.3 relatif aux moyens de lutte contre l'incendie pour se mettre en cohérence avec les dispositions présentes sur le site, sous 2 mois.

Suite à cette visite, l'inspection a saisi le SDIS sur les moyens mis en place sur le site en terme de lutte contre l'incendie. Le SDIS indique que les moyens de défense incendie présents sur le site répondent bien aux exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral sus-visé.

L'exploitant doit justifier également sous le même délai, de la mise en place d'un registre de suivi des équipements de moyen d'intervention.

Type de suites proposées : sans suite à ce stade - prescription inadaptée

Proposition de suites : sans objet